

La retraite n'est pas une dette Jean-Marie Harribey

Politis, n° 1593, 5 mars 2020

Ce petit texte est publié par Politis, n° 1593, 5 mars 2020. Mais, comme le journal a introduit une faute qui crée un contresens, je le remets ci-dessous, en ajoutant les trois notes de bas de page que je n'avais pas insérées dans la chronique pour Politis.

Une rumeur circule : la retraite serait une « dette sociale ». Une rumeur ne repose en général sur aucun fait avéré et est une pure construction idéologique, au sens de fausse conscience. Celle-ci n'échappe pas à la règle. Et elle a son corollaire : cette prétendue dette sociale serait parallèle à la dette écologique. Ces deux assertions sont des non-sens. Malheureusement, elles circulent, jusque dans les cercles très critiques.

Les pensions de retraite respectent un contrat social – un engagement politique – entre les générations. Mais elles ne sont pas un transfert dans le temps d'une dette. Elles sont toujours un prélèvement sur la valeur ajoutée par les travailleurs actifs, donc sur la production courante. Et elles ne peuvent être que cela, même dans le cas d'un système par capitalisation, via des canaux financiers non solidaires. Les pensions de retraite sont en tout temps une part du PIB et du PIN (et donc du revenu intérieur net). Parler alors de dette sociale est une transposition dans le champ des retraites d'un langage financier qui n'a rien à y faire, sauf à embrouiller la compréhension et y introduire une délégitimation pernicieuse à une époque où le mot d'ordre néolibéral est de diminuer toutes les dépenses publiques et sociales. Et la petite musique sur la dette publique tourne et agit comme une lobotomie.

Le second volet de la rumeur établit un parallèle entre une prétendue dette sociale et la dette écologique, celle-ci bien réelle. Or la retraite et la dette écologique (la destruction des écosystèmes et le réchauffement du climat que nous « léguons » à nos descendants, ou bien l'accaparement des ressources par une minorité, et non pas une dette des humains envers la Nature) n'appartiennent pas au même plan, sont incommensurables et ne procèdent absolument pas de la même origine : l'une naît de l'institution d'un droit et du partage du fruit du travail ; l'autre naît de la destruction de la nature par un système économique, le capitalisme devenu mondial, dont la logique prédatrice s'est instillée dans le moindre pore de nos comportements quotidiens. Dans l'institution de la sécurité sociale et de la retraite, il y a les prémices d'un monde solidaire ; dans le fardeau écologique, il y a les déchets d'un système destructeur humainement et écologiquement.

Mais pourquoi tout cela est-il occulté et la rumeur progresse-t-elle ? Parce que se répand, au sein des tenants d'une écologie surplombant toute autre question, le soupçon de productivisme dans le fait de considérer la productivité du travail comme la source de toute valeur monétaire distribuable. Il s'agit au mieux d'une incompréhension, au pire d'un faux procès. Car il n'y a pas d'autre source de revenu possible, que l'on soit dans une économie productiviste ou non. Longtemps, il est vrai, ceux qui portaient la problématique sociale ont méconnu le fait que l'humanité s'insérait dans la biosphère. Mais en rester aujourd'hui à cette opposition, c'est ignorer les travaux sur la retraite qui ne se basent plus sur une croissance économique perpétuelle, mais où la bataille sociale et la lutte pour l'écologie se fécondent. Se couper l'une ou l'autre jambe du combat pour l'émancipation ne pourrait que nous faire tomber dans *Le trou noir du capitalisme*².

¹ Et non pas les prémisses, comme l'a publié par erreur *Politis*.

² J.-M. Harribey, *Le trou noir du capitalisme. Pour ne pas y tomber, réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie*. Le Bord de l'eau, 2020, <http://jeanmarieharribey.fr/travaux/ouvrages/trou-noir.pdf>.

L'article présenté ici est pour partie une réponse à J. Gadrey, « Parler de la part des dépenses de retraite dans le PIB est une ineptie économique et humaine », 29 décembre 2019, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/gadrey/2019/12/29/parler-de-la-part-des-depenses-de-retraite-dans-le-pib-est-une-ineptie-economique-et-humaine> et à G. Azam, M. Combes, J. Gadrey, F. Lauzier (coord.), « Pour nos retraites : la vie plutôt que la Bourse ! », Note d'Attac, 24 février 2020, « <https://france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports/article/pour-nos-retraites-la-vie-plutot-que-la-bourse>. Le texte initial de J. Gadrey contenait une erreur sur un point crucial (les retraites font bien partie du PIB), mais il l'a reconnue et il s'en est excusé par la suite, dont acte. Le texte de la Note d'Attac a aggravé les choses en ajoutant une deuxième erreur en établissant un parallélisme entre la prétendue « dette sociale » et la dette écologique, celle-ci étant définie à contresens du concept habituellement utilisé. Une seconde version a été publiée quelques jours plus tard à la suite des protestations émises au sujet de la première, mais sans rien changer au fond. Le capitalisme néolibéral a encore de beaux jours devant lui pour réformer, réformer et réformer les retraites.

En lisant vite, on pourrait penser que la difficulté de ces questions empêche de discuter sereinement. Mais si l'on lit les débats déjà anciens que j'ai notamment avec Jean Gadrey, « De la productivité à la valeur : des problèmes de mesure ou de paradigme ? », in F. Jany-Catrice et D. Méda (sous la direction de) *L'économie au service de la société, Autour de Jean Gadrey*, Paris, Institut Veblen, Les Petits matins, 2019, p. 129-138, (<http://jeanmarieharribey.fr/travaux/valeur/autour-de-gadrey.pdf>), et avec Geneviève Azam, « Lettre d'un Terrestre à une Terrestre, sur le livre *Lettre à la Terre* de Geneviève Azam », *Les Possibles*, n° 21, Été 2019, (<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-21-ete-2019/debats/article/lettre-d-un-terrestre-a-une-terrestre-sur-le-livre-lettre-a-la-terre-de>), on vérifiera que les désaccords s'expriment de façon très amicale.